



Les élections européennes auront lieu le 26 mai 2019. Pour répondre aux urgences écologique, sociale, démocratique et européenne, et pour sortir du face-à-face mortifère qui se dessine entre le libéralisme et le nationalisme, il est urgent de faire émerger un projet alternatif fédérateur.

Or aujourd'hui, les mouvements politiques qui partagent les idéaux d'une République sociale, démocratique et écologique s'apprêtent à partir en ordre dispersé. Le risque est grand de n'avoir au Parlement européen aucun élu pour porter nos idées.

Depuis le 7 novembre 2018, le mouvement politique Place publique a renoué le dialogue entre ces forces politiques éparpillées et a identifié 10 points de convergence : 10 combats communs pour l'Europe autour desquels nous faisons désormais campagne.

À présent, le projet politique est clair et les responsables des différents partis n'ont plus d'excuse pour ne pas se rassembler.

www.place-publique.eu

Plus d'excuse pour ne pas porter ensemble ces 10 combats que nous partageons :

- Pour faire passer l'écologie avant l'austérité**
- Pour suspendre le CETA et les nouveaux traités de libre-échange**
- Pour bâtir une société respectueuse du vivant**
- Pour rendre le pouvoir aux citoyens et aux parlements**
- Contre la toute-puissance des GAFAM et les paradis fiscaux**
- Contre l'Europe des lobbys et de la finance**
- Pour une solidarité européenne dans l'accueil des exilés**
- Pour un ISF européen**
- Pour un service civique européen de la jeunesse**
- Contre les grandes coalitions avec la droite au Parlement européen**



1. Pour faire passer l'écologie avant l'austérité

Pour lutter contre le réchauffement climatique et la destruction du vivant, nous proposons une politique d'exception écologique.

Nous soumettrons toutes les politiques d'investissement et de subventionnement à une règle d'éco-conditionnalité qui permettra d'assurer une cohérence écologique de nos politiques économiques.

Nous supprimerons les subventions dommageables à l'environnement et à la santé. Nous adapterons les incitations économiques pour rediriger l'investissement, la consommation et l'épargne privés vers des secteurs favorables à l'environnement, et nous augmenterons la fiscalité sur les formes de consommation non durable pour alléger celles pesant sur le travail, en veillant à une plus grande équité fiscale entre contribuables.

Nous sortirons les dépenses liées à la transition écologique du calcul des « 3 % » de déficit public tant que les ressources libérées pour la transition écologique seront insuffisantes. Pour ce faire, nul besoin de nouveaux traités décidés à l'unanimité, mais d'une majorité qualifiée.

Nous replacerons la cohésion territoriale au cœur des priorités communes de l'Union européenne à travers une refonte totale de la politique de cohésion et de convergence qui conditionnerait notamment la distribution des fonds européens aux objectifs de justice sociale et de transition écologique, de respect des droits humains, de densification et végétalisation des villes et de recul de l'artificialisation des sols, plutôt qu'à de simples logiques de construction d'infrastructures.

Nous proposerons une fiscalité plus juste du carbone en taxant le kérosène sur tous les vols intra-européens.

Nous lancerons un grand plan d'investissement vert de 500 milliards d'euros en 5 ans. Il financera notamment un plan de recherche et d'industrialisation européen pour l'efficacité énergétique et le stockage des énergies intermittentes.

2. Pour suspendre le CETA et les nouveaux accords de libre-échange

Contre le tout libre-échange, nous mettrons la politique commerciale au service de l'écologie et de la lutte contre les inégalités.

Nous suspendrons toutes les négociations et les ratifications en cours d'accords de commerce et d'investissement : le CETA, le JEF-

TA, le MERCOSUR.

Aucun nouvel accord de libre-échange ne sera conclu tant que n'auront pas été démocratiquement définis les critères environnementaux, sociaux et fiscaux qui remettent la politique commerciale au service de la société. Les droits fondamentaux s'imposeront aux droits commerciaux (règles de l'OIT, droits humains, accords environnementaux).

Nous instaurerons une taxe carbone aux frontières de l'UE – une sorte de protectionnisme vert européen – pour soutenir nos entreprises contre la concurrence des pays qui ne respectent pas les Accords de Paris, et pour financer les politiques de transition. Les caisses de l'UE ne sont remplies quasiment que par les Etats : les taxes aux frontières de l'UE permettront de créer de nouvelles recettes pour abonder un budget européen enfin conséquent.

Nous réviserons la politique de concurrence européenne et assouplirons les règles d'octroi des aides d'État pour faciliter l'émergence de champions européens face aux géants chinois et américains.

Nous créerons un « Airbus » de l'énergie renouvelable qui rapprocherait les grandes sociétés énergétiques européennes.

Nous instaurerons un « Buy European Act » pour orienter les marchés publics prioritairement vers de l'achat européen, afin de soutenir nos PME et nos industries.

3. Pour bâtir une société respectueuse du vivant

Nous organiserons la sortie progressive de l'agro-industrie des intrants chimiques au profit d'une transition franche vers l'agro-écologie et l'agriculture paysanne, respectueuse de la biodiversité, du travail humain et du bien-être animal.

Nous réformerons totalement la PAC pour la mettre au service de ces objectifs de façon à ce que les aides favorisent les exploitations familiales, les nouvelles installations et garantissent une juste rémunération des producteurs.

Nous viserons la souveraineté alimentaire européenne en mettant fin à l'importation des protéines végétales, pour éviter que l'Europe soit soumise au bon-vouloir des grands exportateurs qui utilisent de nombreux produits chimiques.

Nous permettrons que les agriculteurs soient justement rémunérés pour tous les services qu'ils rendent à l'environnement et à l'écologie, lorsqu'ils produisent des énergies renouvelables (biogaz ou bio-méthane) ou qu'ils entretiennent les paysages et la biodiversité. Nous mènerons la lutte pour la sauvegarde de nos océans en inter-

disant l'exploitation des hydrocarbures en mer, les emballages plastiques et polystyrènes sur tout le territoire de l'Union européenne d'ici 2030. Nous développerons une politique commune de la pêche faisant de l'emploi dans le secteur artisanal une priorité en réformant les attributions de quotas européens selon des critères de performance écologique et sociale, décidés de façon transparente et collégiale.

Nous mettrons en œuvre la sortie progressive de la technologie du moteur diesel d'ici 2030 et du moteur à explosion d'ici 2045.

4. Pour rendre le pouvoir aux citoyens et aux parlements

Pour démocratiser l'Union européenne, nous renforcerons la démocratie à toutes les échelles (locale, nationale, européenne).

Pour avancer vers l'Europe que nous voulons sans se heurter au verrou de l'unanimité, nous porterons tout d'abord une nouvelle logique d'intégration européenne. Nous mettrons en place, avec les États qui le souhaitent, de nouvelles mesures fiscales communes pour garantir la justice fiscale, financer les politiques écologiques et sociales. Nous nous appuierons pour ce faire sur les parlements nationaux, institutions légitimes pour lever des impôts et engager des dépenses.

Nous ferons du Parlement européen un parlement de plein exercice, avec le droit d'initiative législative. Nous imposerons que les membres de la Commission européenne soient issus du Parlement et désignés par lui, et que la parité soit respectée.

Nous supprimerons l'Eurogroupe pour créer un contrôle parlementaire de la zone euro, ainsi qu'un budget de la zone euro doté de ressources propres permettant de mettre en œuvre une plus grande redistribution et une réduction des inégalités, individuelles et territoriales plus efficace.

Nous ferons vivre le débat européen au sein des parlements nationaux, dont les députés se réuniront régulièrement dans une conférence interparlementaire européenne.

Nous réserverons une partie des fonds européens alloués aux collectivités locales à des « budgets participatifs européens », ouverts à la décision des citoyens sur les projets qu'ils souhaitent financer.

Nous assurerons la participation directe des citoyens à la décision européenne à travers un droit d'interpellation et d'initiative législative des citoyens européens facilité et élargi.

Nous négocierons un nouveau pacte européen de la démocratie continue, en encourageant les villes et les régions qui l'appliquent avec des subventions supplémentaires.

5. Contre la toute-puissance des GAFAM et les paradis fiscaux

L'évasion, la fraude et l'optimisation fiscales minent depuis trop d'années le projet européen en son cœur. Chaque année ce sont 1 000 milliards d'euros qui échappent à l'impôt, soit l'équivalent de sept années du budget européen.

Nous créerons une obligation de « civisme fiscal » pour tout les Etats européens. Dans tout État membre les bénéficiaires des entreprises devront être soumis à un impôt effectif de 20% minimum. Tout État membre fonctionnant comme un paradis fiscal pourra être sanctionné financièrement ou être privé de son droit de vote.

Nous créerons une liste européenne des paradis fiscaux crédible et pourvue d'un mécanisme de sanctions.

Nous exigerons que les GAFA et les grandes multinationales paient leur juste part d'impôts au même titre que les PME. Les recettes seront fléchées vers un fonds social européen, qui financera les territoires en difficulté (villes moyennes, zones désindustrialisées) ainsi qu'une assurance-chômage européenne qui s'ajoutera aux assurances nationales, pour une véritable redistribution à l'échelle continentale.

Nous mettrons en place une véritable taxe sur les transactions financières, à un taux plus élevé pour les investissements dans les énergies fossiles.

6. Contre l'Europe des lobbies et de la finance

Qu'un ancien président de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso, puisse offrir ses services et son carnet d'adresses à Goldman Sachs, la banque qui a spéculé sur la dette du peuple grec, discrédite l'ensemble des institutions européennes et sape la démocratie. Nous voulons de la transparence, de la justice et de l'exemplarité. Nous interdirons aux commissaires et aux fonctionnaires européens de servir les intérêts des banques ou des multinationales pendant 10 ans après la fin de leurs fonctions.

Nous donnerons au Parlement européen le pouvoir de destituer un Commissaire européen ou le président du Conseil européen, dans le cas de conflits d'intérêts ou de lien avéré avec des lobbies.

Nous ferons interdire définitivement les activités de lobbying aux entreprises condamnées pour des faits de corruption, de prise illégale d'intérêts, de trafic d'influence ou de fraude fiscale.

Nous réviserons les règles des groupes d'experts pour contrôler et interdire la participation des lobbies et scientifiques ayant un lien financier personnel ou académique avec l'industrie au processus législatif de l'Union européenne.

Nous créerons un véritable parquet européen pour lutter contre la corruption, ainsi que les délits environnementaux transfrontaliers.

7. Pour une solidarité européenne dans l'accueil des exilés

La réduction drastique des missions européennes de sauvetage en mer, et les refus d'accueillir les bateaux après les sauvetages ont des conséquences directes : 2 200 personnes ont péri en Méditerranée en 2018.

Nous proposons une version européenne et solidaire de Mare Nostrum.

Nous sortirons de la logique des règlements dits de « Dublin » qui renvoie les demandeurs d'asile dans les pays d'entrée, qui se retrouvent seuls en Europe à porter le poids de l'accueil.

Nous créerons un véritable régime d'asile européen commun et un office européen de l'asile indépendant.

Nous créerons un système incitatif d'allocation de fonds européens aux Etats et aux collectivités locales qui accueillent les migrants.

Nous garantirons aux citoyens européens le droit d'accueillir et de soutenir les exilés candidats au statut de réfugié, sans qu'ils puissent être inculpés de « délit de solidarité ».

Nous investirons davantage dans les politiques d'aide au développement, notamment à destination de l'Afrique, dont la priorité sera la lutte contre la désertification et le recul des terres agricoles. Au moins 50 % de la taxe sur les transactions financières internationales seront consacrés à l'aide au développement en Afrique.

8. Pour une fiscalité européenne juste

Le creusement inexorable et spectaculaire des inégalités entre individus et territoires menace la solidarité européenne et la cohésion de nos sociétés. Nous voulons renverser cette logique mortifère.

Nous créerons un impôt européen sur les hauts patrimoines sans attendre l'unanimité des 27 États membres.

Nous réviserons le droit de la concurrence européen pour qu'il protège les services publics et arrête les vagues de libéralisation et de privatisation notamment dans les réseaux (numériques, routiers, fer-

roviaires et les grandes infrastructures).

Nous mettrons en place un mécanisme plus contraignant de surveillance des déséquilibres macroéconomiques, comme les excédents commerciaux trop importants.

Nous financerons un mécanisme européen de protection des investissements nationaux qui, en période de crise, viendra prendre le relai pour financer une partie des investissements dans l'éducation, la culture et la recherche, qui sont les premiers à pâtir de l'austérité. Nous mettrons en place une TVA à taux zéro pour « 100 produits de première nécessité » (alimentation, médicaments) afin de soutenir le pouvoir d'achat. La liste des 100 produits concernés sera établie à l'issue d'un processus démocratique.

Nous définirons un objectif de SMIC européen à long terme, en exigeant au préalable que tous les États membre de l'Union européenne se dotent d'un SMIC.

Nous mettrons en œuvre un programme d'éradication de la pauvreté infantile en quinze ans, visant à garantir à tout enfant vivant sur le sol de l'Union européenne un accès à un logement, une crèche, une éducation, une alimentation et aux soins de santé.

9. Pour un service européen de la jeunesse

Nous instaurerons un service pour tous les jeunes Européens, avec la possibilité de partir pour des études, une formation professionnelle ou un engagement associatif à l'étranger. Chaque jeune européen sera doté d'une bourse à la mobilité.

Nous renforcerons les dotations pour les programmes d'échanges, en particulier pour les catégories socioprofessionnelles (apprentis) et les populations des territoires les plus déconnectées de la promesse européenne.

Nous protégerons la diversité, la vitalité et l'autonomie de la culture européenne contre la tendance monopolistique des géants de la billetterie et de «l'industrie culturelle».

10. Contre les grandes coalitions avec la droite dans la direction des institutions européennes

L'Union européenne est un projet politique.

Elle doit porter ses principes et faire vivre ses valeurs à l'échelle mondiale (respect de l'environnement, des droits humains et de la

justice sociale) et être dotée de diplomaties et d'armées coordonnées.

Elle doit à nouveau faire vivre le débat politique dans ses institutions. La cogestion de l'UE par les grands partis de droite et de gauche a dépolitisé les institutions européennes et sapé la confiance des citoyens dans la vie politique européenne. Pour y faire vivre le débat démocratique et offrir un choix clair aux électeurs, les formations politiques de gauche doivent réaffirmer avec force leurs valeurs et propositions, sans craindre l'opposition et la confrontation avec les forces de régression.

Nous nous engageons à voter contre l'investiture d'une Commission européenne qui ne s'engagerait pas clairement à défendre les principes contenus dans cette déclaration. Au sein du Parlement européen, nous travaillerons à construire un arc socialiste, progressiste et écologiste, portant les principes de cette déclaration tout au long de la législature 2019-2024, en collaboration avec les forces de la société civile (syndicats, ONG, mouvements civiques...) qui les partagent. Le temps de la cogestion PSE-PPE des institutions européennes est révolu. Place à la politique.